L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 72. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 11 MARS 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 11 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par C. E. Girardey, à la Bourse, d'encan St. Charles, rue St. Charles,—emplacements de choix dans le centre du commerce ; aussi emplacement de commerce près du marché français.

Par Hoey & O'Connor, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—terrain nu et terrains améliorés dans le 2ème district.

Par S. Guinault à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—un lot de terre avec bâtisses formant le coin des rues Hôpital et Bourgogne.

Par D. E. Morphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Poydras foin ; sur la Levée, au pied de la rue Girod, pommes de terre etmais.

Par Vincent & Co., aux Nos. 62 et 64 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brod quins.

Grandes occasions—Aujourd'hui à midi, à la Bourse d'encan St-Charles, propriétés de choix pour le commerce—emplacements populaires pour affaires—maisons de résidence bien placées et productives, lots pour bâtir, actions de banque et autres actions, annoncés pour être vendus publiquement pour compte de succession et autres par C. E. Girardey, encanteur.

Les capitalistes cherchant des placements sûrs et lucratifs feront bien de ne pas négliger cette occasion. Nous sommes arrivés au dernier degré de la baisse. La prospérité ne saurait tarder plus bas en cette ville. Il ne faut donc pas mettre en doute une amélioration et une hausse prochaines. Pour les conditions et tous les autres renseignements voyez les annonces et les plans à la Bourse.

Feu—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

Pommes de terre.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

Maïs—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

SPECTACLES.

Samedi, 11 Mars 1876.

OPÉRA—A midi, Les Pattes de Mouche; le soir, La Closerie des Genets.

VARIÉTÉS—A midi et le soir, Kit.

ACADEMIE—A midi et le soir, Lottery of Life.

ST-CHARLES—A midi et le soir, Minnie Luck et Jaquette.

La justice criminelle à la Nouvelle-Orléans.

Il y a longtemps que la nécessité de réformes sérieuses dans l'administration de la justice criminelle se fait sentir à la Nouvelle-Orléans. Mais aux vices généraux que nous avons signalés dans la législation, et dont le principal est la règle qui exige l'unanimité de juri, sont venus s'adjoindre, sous le régime radical, des abus qui font de la justice criminelle une véritable mocquerie.

Il a été officiellement constaté par l'acte d'accusation de la Chambre des représentants contre W. P. Kellogg, que ce pseudo-gouverneur, non content de s'être fait attribuer le droit de composer le juri à sa guise, par l'intermédiaire des commissaires qu'il nomme, entend aussi dicter au juge de la Cour criminelle ses décisions. Il a été prouvé qu'en destituant le juge Braughn et en le remplaçant par une de ses créatures, importée des paroisses du Nord, M. Kellogg avait voulu protéger le complice de toutes ses manipulations et spéculations financières, l'ex-auditeur Clinton, et de plus, avoir sur le siège de la Cour criminelle supérieure, un juge qui fut toujours soumis à son influence.

Kellogg marche à ses fins plus cautelensement que Warmoth, mais avec non moins de ténacité; il est à son prédécesseur ce que le serpent est au renard.

Warmoth avait créé une Cour additionnelle politique, parce qu'il ne pouvait contrôler les juges élus par le peuple, mais le juge Dibble, ayant été remplacé à l'élection par un juge fusionniste, Kellogg a fait mieux que Warmoth; il a fait abolir la Cour, dont les juges le gênaient, et il a fait créer la Cour supérieure de district, avec juridiction exclusive sur toutes les matières politiques, électorales, affaires d'injonctions, etc. Puis, comme cela ne suffisait pas à ses desseins, il a fait créer une Cour supérieure criminelle. Il a pu ainsi nommer aux plus importantes fonctions judiciaires deux créatures à lui, Hawkins et Atocha. Ce dernier mort, il a acheté le juge Braughn, qui avait remplacé celui-ci provisoirement, et il a nommé Steele.

La législature vient d'abolir la Cour supérieure de district du juge Hawkins, mais Kellogg ne signera pas ce bill; Hawkins est mourant et s'il meurt, Kellogg le remplacera par une autre créature à lui. Il a trop besoin de cette Cour qui est un de ses boucliers.

Kellogg a fait passer, il y a deux ans, la loi qui l'autorise à nommer des commissaires chargés de composer la liste des jurés.

Avec tous ces pouvoirs, il est virtuellement le grand justicier de l'Etat. Mais, comme malgré toutes les influences, il arrive quelque fois que des partisans et amis du pseudo-gouverneur, ne peuvent se tirer de la nasse, Kellogg a une dernière ressource—le droit de grâce. On sait avec quelle largesse il en a usé dans le passé et quelles fournées de bandits il a lâché à nouveau sur la société.

Eh bien! Si nous en croyons les bruits qui circulent, il paraît que, maintenant que la Législature est ajournée, le pseudo-gouverneur, qui ne se croit plus tenu au moindre ménagement, a envoyé à son Sénat une nouvelle fournée de grâces et de commutations de peines, qui feront échapper à un châtiment mérité un nombre considérable d'assassins et de criminels de la plus vile espèce.

La majorité radicale du Sénat a bien accueilli Kellogg; elle ne saurait se montrer difficile pour les autres crochs que sa clémence protège.

On nous assure que la liste de ces grâces est de nature à produire sensation.

On ne nous a cité qu'un seul des noms, qui y figurent, c'est celui de Alexandre Newton, l'assassin du malheureux Bourdonnaye, si lâchement frappé au coin des rues Royale et Canal, dans l'été de 1874.

Si cet homme qui a assassiné un résident français, sans la moindre provocation, sans excuse possible, échappe au châtiment que la justice a prononcé contre lui, s'il est gracié ou si sa peine est commuée, M. Kellogg et son Sénat auront commis une nouvelle infamie dont ils devront rendre compte quelque jour. On n'a pas oublié les relations intimes qui existaient entre le meurtrier de Bourdonnaye et Kellogg. Newton était avec Bill Johnson, le propriétaire d'un bunco de la rue St-Charles, parmi les gardes du corps dont s'entourait habituellement le pseudo et on le voyait souvent se promener en voiture avec lui.

Quelques minutes avant le meurtre, Newton buvait dans un café avec le secrétaire particulier du gouverneur et on l'entendait se vanter d'être prêt à tuer un homme pour quelques dollars.

Bourdonnaye n'était pas un ivrogne, il était parmi les curieux, mais il s'est trouvé sur la route du *bully* altéré de sang et il a été sa victime.

Tous les moyens ont été employés devant la justice pour la défense de Newton. Il a été déclaré coupable par un jury choisi par les commissaires de Kellogg, il a été condamné à être pendu par un juge nommé par Kellogg. Son jugement est devenu définitif depuis longtemps et Kellogg en a retardé l'exécution jusqu'après l'ajournement de la Législature, afin de pouvoir le sauver, sans avoir à craindre d'être dénoncé par la Chambre. Maintenant, il lève le masque, comme la peine de Newton, qui pourra avant peu, s'évader grâce aux moyens que ses amis lui fourniront.

Avec une pareille prostitution de la justice, avec une police qui renferme un quart ou un tiers d'hommes complétement incapables et qui compte dans ses rangs des criminels ou des hommes prêts à tout faire pour de l'argent, la population de la Nouvelle-Orléans ne peut compter sur aucune protection efficace contre les malfaiteurs qui s'attaquent aux existences et aux propriétés et encore moins contre les malfaiteurs publics qui ont, dans ceux qui contrôlent le pouvoir judiciaire et la police, des protecteurs ou des complices.

Ce ne sont pas seulement les droits et les libertés politiques qui sont mis en péril par l'abus que fait un gouvernement usurpateur de tous les pouvoirs extraordinaires accumulés dans ses mains, c'est la paix de la société, la tranquillité publique et le salut des existences.

Dans une république qu'on appelle la république modèle et qui se prépare à faire flamboyer en lettres d'or au soleil du 4 juillet 1876, la déclaration d'indépendance et la Constitution qui devait garantir les droits du peuple, la Louisiane offre ce singulier spectacle de rappeler ces petites communautés de l'antiquité soumises à la volonté et aux caprices absolus d'un de ces souverains pour lesquels les Grecs ont inventé le nom de *tyran*.

Avec le bureau des retours, une justice criminelle, une police et les services d'un tas de bandits graciés, à la disposition de Kellogg, comment le peuple de la Nouvelle-Orléans peut-il espérer vaincre aux élections l'hydre du radicalisme? Que est l'Hercule qui tranchera les cent têtes du monstre.

Convient-il que les citoyens de la Nouvelle-Orléans se croisent les bras et se laissent aller à la dérive sans rien faire pour lutter contre une situation semblable?

Les radicaux sont à l'œuvre et travaillent dans l'ombre aussi bien qu'au grand jour, avec les pouvoirs dont les lois faites par eux les ont armés, et avec la fraude et la corruption.

Que font les conservateurs? Ont sont les patriotes dont la voix a si souvent relevé les esprits, surexcité les courages et rallié les masses? Sommes-nous condamnés sans retour à subir ce régime de honte, de pillage et d'esclavage?

Les circonstances n'ont jamais été plus favorables à un énergique effort de la part des citoyens de la Louisiane pour assurer leur affranchissement.

Il n'y a pas de temps à perdre pour jeter les bases d'une forte organisation politique. Mais en dehors de la question politique, il y a pour les habitants de la Nouvelle-Orléans nécessité absolue de s'entendre pour aviser aux moyens d'arrêter la fréquence des crimes et d'accorder à la communauté une protection contre les assassins et les voleurs de toute catégorie qu'une trop longue impunité a enhardis contre mesure.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Nous avons regretté de voir moins de monde que d'habitude à la représentation de jeudi. La jolie comédie *On demande un gouverneur*, a été très bien interprétée par M. Veniat, qui a été plein de verve dans le rôle de Frédéric, et par MM. Meuières, Richez, Legrand, Dalbert et Mmes Tholer et Gueyhard. L'amusant vaudeville *Les domestiques* a eu un grand succès.

Aujourd'hui on donne en matinée la très jine comédie de Sardon *Les pattes de mouche* et le soir *La closerie des genêts*, le beau drame de Frédéric Soulié.

Demain, dimanche, on joue *Monsieur Alphonse*, pièce d'Alexandre Dumas, qui a fait tant de bruit dans le grand landerneau parisien. Nous croyons que cette pièce n'a jamais été jouée en français à la Nouvelle-Orléans, mais elle a été jouée en anglais et fut vivre aux Variétés. Ce sera une nouveauté littéraire pour la plupart des spectateurs.

On retient déjà beaucoup de places pour le bénéfice de M. Mézières, l'excellent premier pomique de la compagnie, dont le talent a puissamment contribué au succès des représentations. *Le Panache* qu'on annonce pour cette représentation, est une pièce toute nouvelle du Palais-Royal, qu'on dit désopilante de comique bien que nullement scabreuse.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Mr et Mme Chanfrau doivent reparaître ensemble dans les deux représentations de ce jour, en matinée et le soir. Le programme se composera de deux actes de *Sam*, de deux actes de *Kit* et de *Rough Diamond*. Beaucoup de personnes voudront mettre à profit ces dernières occasions d'entendre deux artistes aussi distingués que Mr et Mme Chanfrau.

CETTE SEMAINE SEULEMENT.—Tout acheteur d'une piastre ou plus de thé au dépôt de la rue du Camp No. 5, recevra gratis une belle canette de thé chinois.

CONCERT OFFERT A MME CH. BOUDOUQUIÉ.—Nous publions, aujourd'hui, dans nos colonnes, le programme détaillé du grand concert vocal et instrumental offert à Mme Vve Chas. Boudousquié par ses élèves. La sympathie générale qu'a provoquée dans nos cercles musicaux, l'annonce de ce concert, nous dispense de nous appesantir sur les titres que la bienveillance du public.

Il y a comme un mot d'ordre tacite dans tous les cercles de la société orléanaise pour assurer le succès du concert offert à l'habile professeur qui a créé tant d'élèves distinguées, et la lecture du programme que nous publions, ne fera qu'ajouter à l'intérêt qui s'attache déjà à cette soirée musicale. Il nous suffira de rappeler que le concert doit avoir lieu mercredi prochain, à la salle Grunewald, et que l'on trouvera des billets dans les principaux magasins de musique et autres.

CETTE SEMAINE SEULEMENT.—Tout acheteur d'une piastre ou plus de thé au dépôt de la rue du Camp No. 5, recevra gratis une belle canette de thé chinois.

LE SYSTEME DES EXTORTIONS AUX ETATS-UNIS.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis*:

Les aperçus que nous avons présentés de la magnitude des spoliations pratiquées dans les régions officielles ont déjà donné par induction une idée de l'influence que ces pratiques criminelles ont eue sur la décadence de la fortune publique. Nous n'avons même pas hésité à leur attribuer pour une grande part l'état de marasme dans lequel est plongé le pays. Un journal américain, le *New York Bulletin*, est venu placer à ce point de vue, et établit des chiffres qui le confirment. Il expose d'abord les conséquences indirectes de la corruption administrative.

L'improbité officielle, dit-il, aboutit à un impôt ruineux sur le commerce du pays. Ainsi l'exaction pratiquée par le secrétaire de la guerre sur les trafiquants des postes-frontières, doublait les dépenses des officiers de l'armée, obligés de demander une augmentation de solde, et qui, se voyant refusés, ont protesté contre les économies proposées par ces ordres dits militaires. Ainsi le chantage pratiqué par les agents de la douane sur les négociants sous le coup de quelque violation innocente des lois incompréhensibles sur le revenu et menacés de poursuites ruineuses, forçait ceux-ci à mettre ces dommages au compte des risques inhérents à leurs affaires, et, par suite, d'en trouver la compensation dans une élévation du prix de leurs marchandises.

De même, si un assesseur consent à réduire l'évaluation des biens d'un grand propriétaire foncier, il crée dans l'impôt un déficit qui doit être comblé par des surtaxes au préjudice des autres contribuables. De même un attorney de district de connivence avec les spoliateurs des fonctionnaires ou avec les fraudes du premier venu contre le gouvernement; ou encore des officiers municipaux ou autres qui créent des dépenses pour profiter des contrats; tous ces gens extorquent, sans exagération, des centaines de millions au peuple chaque année.

Et faisant la part de l'addition aux impôts produite par les dépenses de la guerre, on peut hardiment estimer que, dans le cours des dix dernières années, l'ensemble des taxes de toute sorte a été grossi, par des influences politiques frauduleuses, à raison de $250,000,000 par an. Si cette estimation est exacte, nous avons payé, dans l'espace d'une décade, $2,500,000,000, somme qui aurait suffi pour éteindre la totalité de notre dette nationale,—et ce qui équivaut à quatre années de profits nets de la nation,—en punition de notre tolérance pour la corruption politique.

Nous nous arrêtons sur cette conclusion, qui a bien de quoi faire réfléchir le peuple américain, et lui ouvrir les yeux sur la placidité avec laquelle il se laisse gouverner par des intrigants et des voleurs.

THE CAFÉ EPICES.—Si vous tenez à vous approvisionner de bon thé, de fin café et d'excellentes épices, allez au grand dépôt de la rue du Camp No. 5, où vous trouverez tous ces articles à très bas prix et de qualité supérieure. Il y a toute toute la journée à ce dépôt et l'empressement du public est une garantie du rare partage de ces produits exotiques.

☞Achetez pour une piastre de thé cette semaine au dépôt de la rue du Camp No. 5, et vous recevrez gratis une jolie canette de thé chinois.

Les élections en France.

Nos lecteurs trouveront à la seconde page les résultats les plus saillants des élections du 20 février en France.

☞Acheter pour une piastre de thé cette semaine au dépôt de la rue du Camp No. 5 et vous recevrez gratis une jolie canette de thé chinois.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Suite des crimes et délits commis par W P. Kellogg dans l'exercice de ses fonctions de gouverneur.

Nous lisons dans le journal officiel d'hier matin, le paragraphe suivant, sous le titre de " nominations par le gouverneur.":

"L'honorable Henry C.Dibble,assistant-avocat-général de l'Etat, devra agir comme avocat-général, pendant la maladie de l'honorable A. P. Field, en vertu de l'article 2 de l'acte No. 35 de 1874."

Nous apprenons que Mr A. P. Field, en lisant ce qui précède dans le *Republican*, est allé immédiatement demander compte à Kellogg de son action, en le priant de vouloir bien lui montrer l'acte 35 de 1874 qui autorise une pareille conduite.

Il paraît que l'entrevue a été orageuse. Mr Field a déclaré qu'il n'était pas malade, et que quoiqu'il eut beaucoup de travail, il était parfaitement en état de remplir ses fonctions. Il a ajouté qu'il n'était pas disposé à céder sa place à Mr Dibble, et qu'il défiait le pseudo-gouverneur de donner suite à cette action inqualifiable, qui est un abus de pouvoir flagrant.

Nous ne savons pas ce qu'a répondu Kellogg, mais il est probable que, tout en ayant l'air de céder, il persistera dans sa première détermination.

Maintenant voici les faits :

Mr A. P. Field, quoiqu'en puisse dire de son passé, a, depuis quelque temps, entièrement faussé compagnie à Kellogg et à son entourage d'aventuriers blancs et noirs. La guerre est déclarée entre l'usurpateur et l'avocat-général *de facto*, depuis la mise en accusation de Clinton, l'ex- pseudo-auditeur, par le grand jury de la paroisse d'Orléans, pour plusieurs détournements de fonds.

On se rappelle que Mr. Field avait été très vigoureux dans sa poursuite contre Clinton, et on n'a pas oublié, sans doute, les fameuses lettres qui ont été échangées entre l'accusateur public et l'auditeur concussionnaire.

Or, Kellogg avait alors intérêt à ménager Clinton, qui pouvait faire des révélations compromettantes, et il a essayé, mais en vain, de faire partager ses sentiments à Mr. Field.

Plus tard, lorsque le comité de la Chambre des représentants, dont Mr Jules Aldigé était le chairman, a fait son enquête, qui a dévoilé tous les méfaits et une partie des turpitudes du pseudo-gouverneur, et grâce au concours de Mr A. P. Field que ce comité a pu se procurer certaines preuves, d'autant plus irrécusables qu'on n'a jamais osé les mettre en doute.

Avec deux griefs aussi importants, on comprend que Kellogg ait voulu faire un intérêt à l'avocat-général *de facto*, qu'il considère comme un ennemi, quoiqu'à vrai dire, Mr. Field n'ait fait que son devoir d'accusateur public en dénonçant des fraudes palpables.

L'usurpateur en a peur, cependant, et cherche un moyen de l'éliminer, afin de le mettre à jamais hors d'état de nuire à ses projets.

De concert avec Henry C. Dibble,—le meurtrier du 14 septembre,l'homme dont le comité d'enquête de la Chambre a relevé le complicité dans l'affaire d'argent du trésorier d'Etat,—Kellogg s'est décidé à *supposer* une maladie de Mr. Field pour le faire remplacer subrepticement par un instrument docile.

Nous avons exposé le complot ; voyons maintenant les moyens d'exécution.

Il va sans dire que Mr Field résistera, comme il l'a annoncé du reste, à l'acte illégal de pseudo-gouverneur ; mais ce dernier se tiendra-t-il pour battu ?

On assure que son audace s'est accrue depuis qu'un Sénat révolutionnaire et illégalement composé l'a déclaré innocent, ayant d'avoir en connaissance des chefs d'accusation de la Chambre.

L'acte 35 dit en substance :

Que le gouverneur aura le droit, lorsque dans son opinion il le jugera nécessaire, de nommer un remplaçant à tout fonctionnaire public, soit pour cause de maladie, soit pour cause d'absence.

Or, Kellogg juge que Mr Field est trop malade pour remplir les fonctions d'avocat-général. Celui-ci aura beau protester, l'usurpateur lui répondra comme dans le fabliau de Serlé : Allez-vous-en donc, Basile, allez-vous en, vous sentez la fièvre!

Mais, objectera-t-on, Mr Field peut en appeler aux tribunaux.

Oh, la bonne plaisanterie :—quels tribunaux !

Il y a d'abord, en première instance, la Cour Supérieure de District.

Cette Cour a été créée par un acte de la Législature, mais Kellogg a bel dans sa poche et ne l'a pas signé pour qu'il devienne loi. C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête de Jacob Hawkins, on dit quelquefois le remplacer, et depuis que le juge de cette Cour l'esclave de l'exécutif.

Il est vrai qu'il y a un autre acte de la Législature, qui dit, que tout bill que le gouverneur n'aura pas signé, au bout de cinq jours, deviendra forcément une loi : mais ce bill, Kellogg ne l'a pas signé non plus, et par conséquent il n'a pas force de loi.

Ensuite, il y a la Cour Suprême.

Oui, avec Ludeling, Taliaferro, Howell et Morgan.

Quant à celle là, il n'y a rien à dire : passons.

Si donc, W. P. Kellogg persiste à déplacer un fonctionnaire de l'Etat, parcequ'il croit que malade, on voit qu'il a de bonnes raisons pour compter sur la sanction des tribunaux.

Hier, M. Grover d'Orléans a demandé, pendant la séance exécutive du Sénat, en vertu de quelle autorité Mr A. P. Field *de facto* avait ordonné à H. C. Dibble de remplir les fonctions d'avocat général, quand, à la connaissance du sénateur, M. Field n'a pas cessé une seule fois, depuis plusieurs semaines, de se rendre chaque jour à son bureau.

Comme il n'y avait rien à répondre, on a passé le silence, on a peu près, et l'affaire en est restée là.

La position est celle-ci: M. A. P. Field a déjà à M. W. P. Kellogg, parce que, tout dernièrement, il a osé faire son devoir. Mr Field doit donc être mis à bas, et H. C. Dibble, le complice de M. Kellogg, d'après le rapport du comité d'enquête de la Chambre des représentants, doit remplir les fonctions d'avocat-général, pendant un intérim, qui peut se prolonger indéfiniment, par la simple raison, qu'avec la main de fer du pseudo-gouverneur, il est facile de faire durer la *maladie* de M. Field jusqu'à la fin du terme de celui-ci.

La clémence Executive.

Nous venons de donner un faible aperçu de l'abus de pouvoir flagrant que vient de commettre,—en déplaçant Mr A. P. Field, l'avocat-général *de facto* de l'Etat, au profit de H. C. Dibble,—W. P. Kellogg, l'homme qu'un Sénat révolutionnaire a acquitté de crimes et délits, sans avoir entendu les chefs d'accusation de la Chambre. Voyons maintenant l'effet de sa clémence exécutive.

Hier matin, vers une heure et quart, trois voleurs notoires sont entrés dans la boutique de Mr Regan, encoignure St. Louis et Dauphine, et ont été surpris par le sergent Bergeron, qui les a arrêté avec l'aide de deux autres policiers, et qui les a conduits au poste de police du troisième precinct, où ils ont été enfermés.

Les trois filous ont déclaré se nommer, respectivement, Patrick Jones, Thomas Moran et Wm. Fitzgerald.

Le premier de ces gredins, Patrick Jones, condamné à dix années de pénitencier pour un vol commis dans la brocante de Mme Cousley, encoignure Perdido et Franklin, et à sept autres années de pénitencier, comme recéleur, a été déclaré innocent, ayant d'avoir en connaissance des chefs d'accusation de la Chambre.

L'acte 35 dit en substance :

Que le gouverneur aura le droit, lorsque dans son opinion il le *jugera* nécessaire, de nommer un remplaçant à tout fonctionnaire public, soit pour cause de maladie, soit pour cause d'absence.

Or, Kellogg *juge* que Mr Field est trop malade pour remplir les fonctions d'avocat-général. Celui-ci aura beau protester, l'usurpateur lui répondra comme dans le fabliau de Serlé : Allez-vous-en donc, Basile, allez-vous en, vous sentez la fièvre!

Mais, objectera-t-on, Mr Field peut en appeler aux tribunaux.

Oh, la bonne plaisanterie :—quels tribunaux !

Il y a d'abord, en première instance, la Cour Supérieure de District.

Cette Cour a été créée par un acte de la Législature, mais Kellogg a bel dans sa poche et ne l'a pas signé pour qu'il devienne loi. C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête de Jacob Hawkins, on dit quelquefois le remplacer, et depuis que le juge de cette Cour l'esclave de l'exécutif.

Il est vrai qu'il y a un autre acte de la Législature, qui dit, que tout bill que le gouverneur n'aura pas signé, au bout de cinq jours, deviendra forcément une loi : mais ce bill, Kellogg ne l'a pas signé non plus, et par conséquent il n'a pas force de loi.

Ensuite, il y a la Cour Suprême.

Oui, avec Ludeling, Taliaferro, Howell et Morgan.

Quant à celle là, il n'y a rien à dire : passons.

Si donc, W. P. Kellogg persiste à déplacer un fonctionnaire de l'Etat, parcequ'il croit que malade, on voit qu'il a de bonnes raisons pour compter sur la sanction des tribunaux.

Hier, M. Grover d'Orléans a demandé, pendant la séance exécutive du Sénat, en vertu de quelle autorité Mr A. P. Field *de facto* avait ordonné à H. C. Dibble de remplir les fonctions d'avocat général, quand, à la connaissance du sénateur, M. Field n'a pas cessé une seule fois, depuis plusieurs semaines, de se rendre chaque jour à son bureau.

Comme il n'y avait rien à répondre, on a passé le silence, on a peu près, et l'affaire en est restée là.

La position est celle-ci: M. A. P. Field a déjà à M. W. P. Kellogg, parce que, tout dernièrement, il a osé faire son devoir. Mr Field doit donc être mis à bas, et H. C. Dibble, le complice de M. Kellogg, d'après le rapport du comité d'enquête de la Chambre des représentants, doit remplir les fonctions d'avocat-général, pendant un intérim, qui peut se prolonger indéfiniment, par la simple raison, qu'avec la main de fer du pseudo-gouverneur, il est facile de faire durer la *maladie* de M. Field jusqu'à la fin du terme de celui-ci.

La clémence Executive.

Nous venons de donner un faible aperçu de l'abus de pouvoir flagrant que vient de commettre,—en déplaçant Mr A. P. Field, l'avocat-général *de facto* de l'Etat, au profit de H. C. Dibble,—W. P. Kellogg, l'homme qu'un Sénat révolutionnaire a acquitté de crimes et délits, sans avoir entendu les chefs d'accusation de la Chambre. Voyons maintenant l'effet de sa clémence exécutive.

Hier matin, vers une heure et quart, trois voleurs notoires sont entrés dans la boutique de Mr Regan, encoignure St. Louis et Dauphine, et ont été surpris par le sergent Bergeron, qui les a arrêté avec l'aide de deux autres policiers, et qui les a conduits au poste de police du troisième precinct, où ils ont été enfermés.

Les trois filous ont déclaré se nommer, respectivement, Patrick Jones, Thomas Moran et Wm. Fitzgerald.

Le premier de ces gredins, Patrick Jones, condamné à dix années de pénitencier pour un vol commis dans la brocante de Mme Cousley, encoignure Perdido et Franklin, et à sept autres années de pénitencier, comme recéleur, a été déclaré innocent, ayant d'avoir en connaissance des chefs d'accusation de la Chambre.

Foster, un agent de Bunko notoire (roper) et un homme de mauvaise réputation, a été arrêté en vertu d'un mandat. Il a été relaxé par la police. En ma qualité de magistrat, j'ai ordonné qu'il fut arrêté de nouveau. En vertu d'un ordre du capitaine Loan il a été encore mis en liberté.

En conséquence, Foster a échappé à la justice et la loi a été violée par ceux qui sont payés pour la mettre en vigueur.

Une autre pratique néfaste est d'accepter des hommes de paille comme caution. C'est là un commerce régulier que font les membres du club républicain de ward, dont j'ai parlé.

Ce système de chantage à l'égard des infortunés prisonniers est sanctionné par le juge, et la justice est ainsi prostituée au profit d'un petit nombre de membres d'un club de ward.

Je n'avance rien que je ne puisse prouver. Je citerai plusieurs exemples: Un individu, membre de ce club de ward, dont la seule propriété est évaluée à $800, a servi de caution au mois de janvier pour $4,000. Un autre individu, membre du même club, a signé un cautionnement de $6000, au mois de janvier dernier, quand sa propriété ne vaut pas plus de $600.

Un troisième individu, dont la propriété est évaluée à $1500, a signé un cautionnement pour plus de cinq fois ce montant.

En outre, il y a des cautionnements datés de plusieurs mois, pour des milliers de piastres, qui n'ont pas été cancellés."

Mr Adams a terminé sa déclaration par une explication personnelle.

Nous sommes curieux de savoir ce que le juge Evans et le chef de police auront à répondre.

Autres criminels graciés par Kellogg.

La clémence exécutive va son train. Trois voleurs, qui devaient partir hier, pour le pénitencier, ont été graciés par W. P. Kellogg.

Ce sont : Kinch Malone, le notoire, condamné à quatre années de travaux forcés pour vol avec effraction; Woodworth, même condamnation pour la même offense, et Edward Jones, condamné à une année de travaux forcés pour vol.

Kellogg ne s'arrêtera pas là sans doute. La suite au prochain numéro.

Un procès de chemins de fer.

Mr Henry Lewis, représentant le chemin de fer Illinois Central, a intenté un procès à la compagnie du chemin de fer St. Louis et Chicago, devant la Cour de Circuit des Etats-Unis, le déclarant insolvable, et demandant qu'un receveur soit nommé par le juge pour la compagnie.

Le meurtre de Harris.

L'ex-agent Devereaux, accusé, sur prévention, du meurtre de l'ex-détective Harris, a comparu hier matin, devant la Cour municipale du premier district, juge Evans, pour subir un examen préliminaire.

Cinquante témoins, à peu près, ont été sentendus. Tous ont entendu le coup de pistolet, la plupart d'entr'eux ont vu tomber Harris, mais aucun d'eux n'a aperçu l'assassin.

Comme jusqu'à présent il n'y a pas de preuve directe contre Mr Devereaux, il a été mis en liberté sous un cautionnement de vingt mille piastres, qu'il a fourni.

L'examen préliminaire continuera aujourd'hui

Huit autres témoins seront entendus.

Toutes les personnes qui désirent

—DES—

Assesseme:.s de Dessèchement

sont engagées à les payer IMMÉDIATEMENT,

AU BUREAU DE DESSÈCHEMENT,

A l'Hôtel de Ville,

afin d'éviter des frais, des pénalités et un intérêt additionnel.

NOTA—L'assessement de dessèchement N'EST PAS UNE TAXE, mais un assessement spécial fait, en 1854, sur les propriétés foncières bien connu de contribuables. Pour acquitté, mais beaucoup d'autres ne l'ont pas acquitté.

Le paiement assure un règlement définitif.

11mars—MPP

CONSULAT DE FRANCE

—A—

LA NOUVELLE-ORLÉANS.

(1 Rue Saint Louis, de 11 heures à 3 Heures.

Toute place destinée à recevoir la signature du Consul doit être déposée 24 heures d'avance.

Les droits de chancellerie sont payables en greenbacks) au moment où l'on dépose les pièces.

Conformément à l'Art. 8 de la Loi du 27 juillet 1872, sur le Recrutement de l'Armée, le Consul invite les Français âgés de 20 à 40 ans à se faire inscrire au Consulat. Ceux qui ne le font pas sont considérés comme insoumis, et passibles de peines sévères, ainsi que leurs complices, (parents, tuteurs, patrons, &c.)

Les Français qui résident pas en Louisiane, peuvent se faire inscrire dans les Agences Consulaires près desquelles ils demeurent.

Les Français résidant à Key West et à Jacksonville (Floride), ainsi que les personnes ayant des relations d'affaires avec ces deux villes et avec la France, sont invitées à faire connaître au Consulat de la Nouvelle-Orléans les noms (en toutes lettres) et prénoms, noms d'usage, et qualités de celui ou de celle qu'elles désirent voir remplir les fonctions d'Agent Consulaire dans ces localités.

Pour informations sont demandées sur les personnes suivantes :

ADNOT, (Jules)—AIZIÈRE, (Jean)—allemand —BLANION, (Bertrand)—BERNARD, (Célestin Sébastien)—BERNHARD, (Jules)—BERTHELOT, (Léon)—BERTHET et LASERRE-BOISSY, (sœurs)—BOILEAU, (Mme) BORDENAVE, (André, père)—BOUCHER, (Jules) dit BAKER—BOURGERET, (Joseph)—BRESSARET, (Jean-Baptiste)—BRIÈRE, (Mme Vve)—CAMPAGNET—CAMSAGNE, (Mathilde)—CHEATHY, (Alexandre)—CHIMM, (ses époux)—COLIGNY, (Albert Honoré)—COLLONIER, (Marie Vve)—COURGIBET, (Joseph)—DAUGREAZ, (Mme)—DAILLER, (Mme)—DANDUE, (Mme Vve)—DEBART (Edmond)—DESPANCE, (Mme, née Généreuse, Eulalie Bruno)—DUBOIS, (Jean)—DUCOS, (Etienne)—DUBOUIT, (les époux)—DUPOUCHEL, (Adelaïde)—DURANT, (Jean-Marie)—EYNARD, (Henri et Hippolyte)—FLEURILET, (Mme Juliette et ANGLES—FRITZ, (Mme Vve Fleury)—GABRIEL, (Joseph Théophile)—GUICHARDIN, (Victor)—GRÉGOIRE, (Mme Rosalie)—GUYOT, (Georges-Léonard, (les époux)—GUYOT, D.—GUIRON (Pierre)—HERSE, (Dlle)—JACCOUD (Maurice)—JAMBINEAU, (Jean)—JANET, (Mme)—LAMOTHE, (Clémence)—JEANNONEAU, (Jean)—LAMOTTE, (Pierre Lucien)—LAPEZE—LAREY (Odile)—LAUNAY—LAUVIGNE, (Mme Vve)—LEVEAU, (Henri)—MALMAISON, (Pulmain, Sophie, Emplacie, femme de la) MARTIN, (Antoine et Alice, Mme, née Marie Delbert)—MASSET, (Jules)—MAZEIRAC, (Philippe)—MELIS—MILLET, (Mme Vve)—NISBIÉE, (Ephère Leouyer) — NOUBAIN, (Pierre Gustave, Charles Georges, Louis Alphonse et Henri)—NEIVEGH—ORIARD, (Dr)—OUSSET, (Bernard)—PAILLOT, (Alfred)—PASSETTE, (Antoine)—PAUL, (ses époux François)—PIETRI, (Antoine)—PORCHE, (ses époux)—POSTEL, (dame Eve Feyh)—POSTEL, (Georges Antoine)—PRUDHOMME, (Louis François)—PUJOL, (Antoine)—PUJOL, (Jean)—RAMOND, (Marie Vve Félix)—THOURET, (Georges Nicholas, Etienne)—VENNARD, (François).

Ce 10 Mars 1876.

Le Consul gérant,

6 mars—6f VICOMTE PAUL D'ARZAC.

Bureaux de la Compagnie de Gaz de la Nouvelle-Orléans.—10 mars 1876.—Dividende final de cinq piastres par action sera payé aux propriétaires actionnaires de cette compagnie, à compter du 15 courant, à la caisse de la Banque, en plein du reste de l'actif transféré, à la compagnie consolidée.

Les livres de transfert seront fermés le 27 mars aux transferts d'anciennes actions, et à dater du 15 courant aux transferts des nouvelles actions transférés, entre les nouvelles et les anciennes actions.

Par ordre des Directeurs.

VOR. VALLOIS,

10 mars—1m Secrétaire.

Bureaux de la Compagnie de chemin de fer et de la ville (New Orleans City Railroad), No. 124 rue du Canal—Nouvelle-Orléans, 8 mars 1876.—A une assemblée du Bureau des Directeurs, tenue aujourd'hui, un dividende de trois piastres par action sur le capital payé, a été déclaré payable à compter du MARDI 4 avril 1876, pour les nouvelles actions qui auro. été payées en plein avant le 15 mois courant, participeront au dividende. Les livres de transfert seront fermés durant les dix jours précédant le 3 d'avril

C. C. LEWIS, Secrétaire.

10mars jusqu'au 3 avril.

Salle de Billard

VARIÉTÉS.

Au coin des rues Canal et Dauphine.

HUIT des BILLARDS genre Bevel, de H. W. Collender.

—PRIX—

Le jour, 50 Cts. La nuit, 60 Cts.

LOUIS ABRAMS, Prop.

NOTA—Un excellent billard à vendre à un prix modéré. 10mars—1m

Avis.

TOUTES personnes ayant des réclamations à faire à la succession de feu J. B. Letorey ou ayant actuellement affaire avec cette succession devront s'adresser au soussigné, représentant l'exécuteur testamentaire, en l'étude de Mtre Charles Morel, notaire, No. 16 Rue de la Bourse.

Nouvelle-Orléans, 5 février 1876.

V. PLANELLAS.

José Munitz, Secretario.

Sociedad Union Española de Beneficencia Mutua.

Los miembros que componen esta sociedad se serviran reunirse en su local "Logia Perseverancia", esquina Dumaine y San Claude, hoy sabado 11, à las 4 1/2 de la tarde, para asistir al entierro del finado socio JOSE GUARDADO, à la edad de 59 años.

De orden del Sr. Presidente,

José Munitz, Secretario. V. PLANELLAS,

Società di Mutua Beneficenza Italiana.—Cessò di vivere ieri alle ore 2 P. M., il nostro socio ANTONIO BATTISTELLA. Vengono quindi prog ui di assistere al funerale che avrà luogo oggi, alle ore 4 P. M., il carro funebre partirà dall' ultima sua dimora Nro. 448 Strada Amour tra Union e Frenchmec.

Il Secretario, E. TRO